



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

élections cantonales

Question au Gouvernement n° 3098

Texte de la question

SITUATION POLITIQUE APRÈS LES ÉLECTIONS CANTONALES

M. le président. La parole est à M. Jean-Jacques Candelier, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Jean-Jacques Candelier. Ma question s'adresse au Premier ministre.

Votre parti, l'UMP, vient d'essuyer un échec électoral cuisant, qui est le résultat d'un immense mécontentement. Au service des plus riches et des marchés financiers, vous avez perdu tout soutien populaire. Votre impuissance à répondre aux préoccupations des Français et vos gesticulations réactionnaires sont pour beaucoup dans l'abstention et dans l'essor d'idées nauséabondes. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Le chômage ne régresse pas. Le pouvoir d'achat ne cesse de diminuer. Une nouvelle augmentation du gaz de 5,2 % est annoncée, ce qui portera la hausse à 60 % depuis 2005. S'agissant de l'électricité, on parle d'une majoration de 30 % pour les cinq années à venir. Le prix du carburant explose.

Un quart des 25 millions de salariés ne gagnent que 750 euros par mois. Un Français sur deux ne vit pas dignement, alors que le niveau des hauts salaires et des dividendes démontre qu'il est plus que jamais nécessaire et urgent de mieux répartir les richesses.

Les élus que nous sommes recherchés, avec le peuple, des solutions justes.

Il nous faut défendre le " produire en France ", sacrifié par l'Union européenne, refuser la casse des services publics, des droits sociaux, et exiger l'extension des conquêtes du Conseil national de la Résistance !

M. Patrick Roy. Oui !

M. Jean-Jacques Candelier. En ce 140e anniversaire de la Commune de Paris, nous mesurons combien son programme reste d'une brûlante actualité pour rompre avec la domination du capital.

M. Patrick Roy. Hélas !

M. Jean-Jacques Candelier. Monsieur le Premier ministre, au lieu de faire le lit de l'extrême droite (*Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe UMP*), comptez-vous puiser dans le meilleur de nos traditions révolutionnaires pour favoriser le progrès social et démocratique pour la France ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur quelques bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration.

M. Patrick Roy. Et des croisés !

M. Claude Guéant, *ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration.*

Monsieur le député, je voudrais d'abord donner quelques indications précises sur les résultats des élections cantonales, car elles méritent d'être apportées. Puisque vous vous exprimez au nom de la gauche, je rappellerai que le bloc de gauche a perdu, par rapport aux élections de 2004, 1,4 point. (*Vives exclamations et rires sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

J'ajouterai que, par rapport aux élections régionales de l'an dernier, il a perdu quatre points. (*Mêmes mouvements.*)

Il est vrai que la droite parlementaire a perdu 2,5 points.

J'observe par ailleurs que l'extrême droite a gagné sept points par rapport à 2004, et que la participation au scrutin a été inférieure à 45 %.

Ces chiffres doivent effectivement nous inciter à réfléchir. Pourquoi ces résultats, qui ne sont pas à votre gloire, ni à la nôtre ? (*Mêmes mouvements.*)

Ces chiffres indiquent d'abord que nos concitoyens se sont abstenus parce que l'élection du conseiller général manque de visibilité. Cela prouve le bien-fondé de la réforme des collectivités territoriales. (*Huées sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Le conseiller territorial sera quelqu'un qui incarnera tous les enjeux territoriaux.

La deuxième remarque que nous pouvons faire, c'est que, dans un contexte de crise, nos concitoyens doutent de l'avenir. C'est pourquoi le Gouvernement se bat sur le front de l'emploi. Et je m'insurge contre vos propos : le chômage recule depuis le début de l'année. Le Gouvernement se bat aussi pour la croissance. Celle-ci reprend, Christine Lagarde le disait à l'instant, et la production industrielle est en fort rebond.

Une autre raison de l'abstention est la défiance des Français, qui ne croient plus en leurs élites. C'est pourquoi nous devons nous occuper de leurs vrais problèmes. Dans le domaine qui est le mien : la sécurité - vous votez contre la LOPPSI - et l'immigration - vous votez contre les lois qui la régulent. (*Huées sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Permettez-moi de dire, enfin, qu'il serait bon de donner aux Français des chiffres exacts, ce que vous ne faites pas. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Huées sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Jacques Candelier](#)

Circonscription : Nord (16^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3098

Rubrique : Élections et référendums

Ministère interrogé : Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Ministère attributaire : Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 mars 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 30 mars 2011